

La fourmi rouge

N° 206
SEPTEMBRE 2026

PoP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

CANICULE, INÉGALITÉS SOCIALES ET MOINS D'ÉTAT: UN MÊME COMBAT!



Cet été, le climat a fait de la politique: les températures records, leur durée et leur étendue, la sécheresse et les incendies qu'elle a occasionnés, nous ont confronté à l'inanité des discours qui nient le réchauffement climatique et son lien avec les activités humaines. Ils nous ont confronté aussi aux inégalités sociales crûment mises en évidence: les immeubles et quartiers populaires non arborisés, les travailleuses et travailleurs physiques exposés (que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur, p ex dans les soins) et mal protégés par une législation inadéquate, et enfin, le fait que partir en vacances reste un privilège social...

Les plus riches, pays ou individus, contribuent le plus fortement à la catastrophe climatique, mais ce sont les classes

populaires qui en subissent les pires dommages. Nos combats réclament dès lors des changements de fond, et de priorité: le climat et la justice sociale, pas la guerre!

Dans ce contexte, le vote sur l'initiative de la droite vaudoise patronale et politique est emblématique: alors que le Grand Conseil et sa majorité de droite ont déjà baissé à plusieurs reprises l'impôt sur le revenu, la droite – contre ses conseillers d'Etat... – persiste et signe, soi-disant pour aider les «couches moyennes», en revendiquant une baisse de l'impôt sur le revenu et sur la fortune de 12%. Ce dernier impôt ne touche donc que les fortunes de plus de Frs 100'000 et encore, de manière très progressive... 70% des vaudois ne le payent pas. Tandis que la baisse de l'impôt sur le revenu n'amène que des clopinettes aux classes populaires, elle rapporte de coquettes sommes aux classes possédantes. Une arnaque d'une droite déjà embourbée dans ses cadeaux aux plus riches par le biais du bouclier fiscal. A dénoncer donc!

Refusons ce jeu de massacre et ces attaques contre l'Etat et les finances publiques. Elles toucheraient de plein fouet la politique sociale (subsidés à l'assurance maladie, EMS, école) et la prévention des effets du changement climatique: pour le faire avec force et rapidité, l'Etat doit être fort! Sinon, il manquera des ressources nécessaires pour adapter les bâtiments et les espaces publics, entretenir les forêts, développer des réglementations intégrant les canicules et les métiers qui y sont exposés, une liste encore à compléter!

PAGE 2

- Nos élues et élus aux législatifs de l'Ouest lausannois
- L'abstention, un enjeu social et politique

PAGE 3

VOTATIONS FÉDÉRALES ET VOTATION CANTONALE DU 27 SEPTEMBRE LA FOURMI RECOMMANDE:

CH – Initiative Sauvegarder la neutralité suisse	OUI
CH – Initiative Pour une alimentation sûre	OUI
VD – Initiative Baisse d'impôt pour tous	NON

PAGE 4

- Portrait: Zoé Böhlen
- Attaque contre les salaires minimaux: un référendum à signer!
- Lettre à Monsieur le président Parmelin
- Le mercredi soir, la Fourmi à votre service!

Documentaire A l'assaut du ciel

Cuba ou la solidarité
anti-impérialiste

13 octobre 2026 à 19h

Buvette de la salle de spectacles
Rue de Lausanne 37
1020 Renens

Autres dates dans le
canton et en Romandie
à venir

Projection & discussion
Avec l'équipe de réalisation

PST-POP
Parti suisse
du travail - POP

IL EST UNE NOUVELLE FOIS DANS L'OUEST...

Le district de l'Ouest lausannois, c'est au 31.12.2025 environ 90'000 habitants, avec la population la plus dense du canton (3370 hab/km²), la plus grosse proportion de population en plein âge de travailler (19% de 20 à 64 ans, juste devant Lausanne) et une richesse très limitée (en 2023, notre district a une marge d'autofinancement de 457 CHF/habitant, contre 662 pour le district de Morges ou 1095 pour Lausanne).

Ici habitent donc principalement celles et ceux qui, pour vivre, doivent vendre leur force de travail – et pas cher, et celles et ceux qui étudient. Ailleurs, vivent d'autres qui ont de meilleurs salaires. Ailleurs encore, d'autres qui possèdent les terrains, les entreprises, le capital...

Car voilà le cœur de la politique du POP – Fourmi rouge: rendre la richesse au peuple qui la rend possible. Les travailleurs

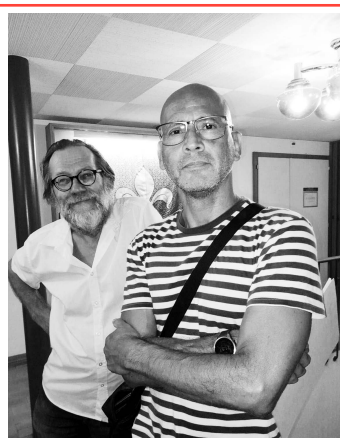
et travailleuses les moins bien payés-es. Celles et ceux qui font le travail le plus difficile, et souvent le plus précaire.

Nous avons en cette année d'élections 2026 renforcé notre présence dans les législatifs des communes de l'ouest lausannois. Le POP et la Fourmi Rouge remercient qui lui a apporté sa confiance, et s'engagera pour tout le district.



Renens:

Vincenzo Sisto, Joelle Zahnd, Elizabete Cunha, Liliane Hodel, Didier Divorne, Carole Castillo (Municipale), Frédéric Chapuis, Mehmet Korkmaz, Zoé Böhlen, Verena Berseith, Marta Pinto, Silvio Torriani
Manquent sur la photo: Simon Favre, Vincent Keller, Maria Sisto, Julie Zay



Prilly:

Karl Raschle, Ruben Segovia
Manque sur la photo: Sasha Veliev

UNE SECTION POP EN CONSTRUCTION À BUSSIGNY

Le développement de la Commune de Bussigny ne doit pas se faire au profit de la spéculation, mais au service de ses habitants.e.s. Logements abordables, transports publics renforcés, espaces verts de qualité – voilà les priorités que la nouvelle section du POP entend défendre.

REJOINS-NOUS!
RENEVEY.GILLES@GMAIL.COM
078 783 70 79



Crissier et Bussigny:

Djaouad Souyad, Gilles Renevey

Chavannes:

Les cinq élu.e.s seront présentés dans le prochain numéro.

L'ABSTENTION: UN ENJEU SOCIAL ET POLITIQUE AVANT TOUT

En Suisse, la participation électorale reste faible en comparaison internationale et tend à diminuer sur le long terme. Si les élections communales du 8 mars 2026 ont connu un regain de participation dans le canton (50,63%), notamment grâce au cumul de plusieurs scrutins, l'Ouest lausannois continue d'enregistrer systématiquement les taux de participation les plus faibles du canton. Quelles en sont les raisons? La composition de la population joue d'abord un rôle. Les jeunes et les personnes étrangères, qui disposent du droit de vote au niveau communal dans le canton de Vaud, participent moins que le reste de la population. L'Ouest lausannois compte par ailleurs une population plus jeune et davantage de ménages en situation de précarité. Or, les recherches montrent que les territoires aux revenus plus modestes enregistrent généralement une participation électorale plus faible. L'abstention ne se traduit pas forcément par un désintérêt pour la politique. Les abstentionnistes «permanents» sont en effet relativement rares. La plupart des citoyennes et

citoyens votent selon les enjeux: plus un scrutin est perçu comme important pour leur quotidien, plus la participation augmente. Comment renforcer la participation? Lors de la table ronde organisée par le POP Prilly ce printemps, les échanges ont montré qu'il n'existe pas de solution miracle, mais plusieurs pistes complémentaires. D'abord, la démocratie ne peut pas se limiter aux périodes électorales: les partis doivent rester présents toute l'année, à l'écoute de la population. Ensuite, développer l'éducation à la citoyenneté dès l'école et mieux accompagner les personnes étrangères disposant du droit de vote communal dans la compréhension des institutions. Enfin, les formes d'engagement évoluent: de nombreux jeunes se mobilisent davantage autour d'enjeux précis – le climat, les inégalités sociales ou les conflits internationaux – que par l'intermédiaire des canaux politiques traditionnels. Les partis ont donc tout intérêt à adapter leurs modes de communication et leurs pratiques militantes pour renouer le dialogue avec ces nouvelles générations. Sans oublier d'autres mesures sou-

vent évoquées, comme la gratuité des enveloppes de vote ou encore l'abaissement du droit de vote à 16 ans.

Faire vivre la démocratie ne consiste pas seulement à appeler la population à voter quatre fois par an. Cela suppose de créer, au quotidien, les conditions d'une participation politique réelle, en réduisant les obstacles sociaux, culturels et institutionnels qui éloignent une partie de la population des urnes.

Dans l'Ouest lausannois, les différences de participation entre une commune comme St Sulpice ou les deux villes ouvrières de Renens et Chavannes sont massives, pour les élections communales comme pour une votation cantonale pourtant à priori mobilisatrice dans les milieux populaires: Sur le salaire minimum vaudois: St Sulpice vote à 66%, pour le refuser. Renens et Chavannes l'acceptent, mais avec 44 et 41% de participation.

St Sulpice élit sa Municipalité (1^{er} tour) par 56% du corps électoral, Renens et Chavannes par 31 et 33%, presque deux fois moins.

OUI À LA NEUTRALITÉ, CONTRE UNE INTÉGRATION À L'OTAN!

Lancée par l'UDC, cette initiative rencontre l'approbation d'une (petite) partie de la gauche, en particulier du Comité pacifiste et internationaliste, fondé par le PDT-POP, ainsi que de plusieurs organisations dont le Mouvement suisse pour la paix.

«Sauvegarder la neutralité suisse» vise à introduire dans la Constitution fédérale un article spécifique qualifiant notre neutralité de perpétuelle et armée et prosolvant toute alliance militaire ou participation à des conflits entre états tiers, sous réserve d'une attaque directe contre la Suisse, nous encourageant enfin à faire de notre neutralité un outil de médiation pour la prévention et la résolution de conflits.

Pourquoi changer la Constitution? La formulation actuelle de la Constitution (1999) manque de netteté. Elle stipule que: l'Assemblée fédérale (art 173.1) et le Conseil fédéral (art. 185.1) prennent les mesures [nécessaires] pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse. Cette formulation fait de la neutralité un droit clair mais laisse une large marge de manœuvre à sa politique; souplesse avantageuse selon les opposants, flou dangereux selon les initiants.

Pour le comité pacifiste ci-dessus, c'est le rapprochement avec l'OTAN, auquel tend le Conseil fédéral, qui constitue le plus grand danger sécuritaire pour la Suisse, en nous entraînant dans la mécanique des conflits entre blocs géopolitiques et qui pousse à poser un OUI de gauche à cette initiative.

www.comite-gauche-neutralite.ch

INITIATIVE SUR L'ALIMENTATION: UN GRAND OUI!

Si vous êtes aptes à lire cet article, c'est qu'au cours des dix dernières heures, vous avez mangé au moins une fois. Quoi de plus banal? Pourtant il n'y a pas si longtemps, les famines survenaient régulièrement et rares étaient les gens qui n'avaient jamais connu la faim. Aujourd'hui encore, dans d'autres lieux, nombreux, des gens souffrent et meurent de faim. La dégradation du climat, c'est aussi celles de notre planète et de nos ressources; le manque d'eau et de nourriture nous menace: ce miracle, manger tous les jours à sa faim, qui nous paraît si normal, ne va pas de soi, et ira de moins en moins de soi.

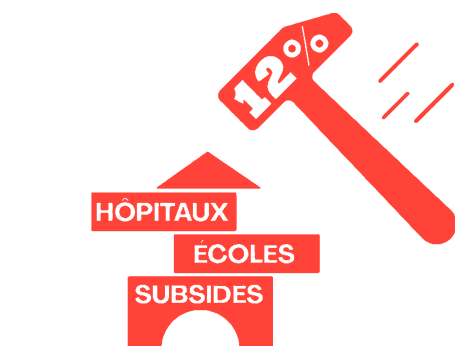
L'initiative pour une alimentation sûre prend les devants, anticipant les temps difficiles à venir. Elle veut diminuer notre dépendance aux importations en renforçant notre production agricole domestique pour nous assurer un taux d'autoapprovisionnement de 70% au moins. Dans ce but, elle veut inscrire dans la Constitution la conservation des écosystèmes, la préservation des sols et des ressources en eau, la promotion des plants et des semences reproductibles et, plus pragmatiquement, un basculement des subventions à l'agriculture en faveur des denrées végétales.

NON À L'ARNAQUE DE LA «BAISSE D'IMPÔTS POUR TOUS»!

«Baisser les impôts pour redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne»: un slogan qui fait toujours recette. Qui refuserait quelques francs de plus à la fin du mois? C'est sur cette promesse que repose l'initiative des «12 %», lancée par les organisations patronales. Mais, ce slogan cache un démentiel cadeau fiscal aux plus riches, sur le dos de la population. Et des mensonges.

Mensonge n°1: cette baisse profitera à tout le monde. Allons donc! Les ménages des classes inférieures et moyennes économiseront à peine quelques dizaines de francs par mois. À l'inverse, les plus hauts revenus et les grandes fortunes y gagneront énormément, alors qu'ils ont déjà tellement plus!

Mensonge n°2: la baisse sera de 12%. C'est faux. Le Grand Conseil a déjà décidé une réduction de 7% de l'impôt cantonal sur le revenu. Le 27 septembre, il sera question d'ajouter 5% de baisse sur



ce même impôt, mais par contre 12%» de baisse supplémentaire de l'impôt sur la fortune, ce que se gardent bien de préciser les initiants, et ce qui profitera d'autant plus aux plus riches!

Mensonge n°3: notre pouvoir d'achat augmentera. Certainement pas. Cette initiative privera le canton d'environ 300 millions de francs par an. Cet argent manquera pour les écoles, les hôpitaux, les EMS, les transports publics, l'accueil de jour, les logements abordables et les prestations sociales. Si l'Etat a moins

pour payer, ce sera à nous de le faire: un billet Mobilis deux zones à 5frs, les tarifs de l'accueil parascolaire augmentés de 50%, poireauter encore plus longtemps aux urgences, renoncer au dessert en EMS: voilà le vrai prix de cette baisse d'impôts – **NON!** Notre pouvoir d'achat diminuera encore si nous devons compenser ce que le canton ne peut plus se permettre.

REFUSONS CETTE POLITIQUE QUI PROTÈGE LES PRIVILÈGES DES PLUS RICHES ET DÉMANTÈLE ALLÈGREMENT LES SERVICES PUBLICS. NOTRE VÉRITABLE POUVOIR D'ACHAT, CE SONT DES SOINS, DES ÉCOLES, DES TRANSPORTS, DES PRESTATIONS SOCIALES ET DE SÉCURITÉ DE QUALITÉ, ACCESSIBLES À TOUTES ET TOUS.

LE 27 SEPTEMBRE: NON À L'ARNAQUE DE LA «BAISSE D'IMPÔT POUR TOUS» DE 12 %. OUI À LA JUSTICE FISCALE, LA SOLIDARITÉ ET DES SERVICES PUBLICS FORTS.

PORTRAIT **ZOÉ BÖHLEN**



Zoé Böhlen habite à Renens depuis trois ans. Elle a grandi à la campagne et s'est rapprochée de l'UNIL où elle étudie à la faculté de Géo-Sciences. Elle fait son master en durabilité. Ce sont ses études qui l'ont motivée à s'engager en politique. Elle est sensible aux liens entre l'environnement, l'économie et la vie sociale. Zoé est convaincue de l'importance de faire partie d'une communauté, d'agir de manière collective. C'est pour cela qu'elle a choisi la Fourmi Rouge, seul parti qui se revendique anticapitaliste. Pour elle, il faudrait aussi promouvoir la sobriété comme valeur en Suisse, l'un des pays les plus riches de la planète: choisir la sobriété, même lorsqu'on a les moyens de consommer davantage, plutôt que la subir, dans un souci de justice. Une valeur à défendre à Renens, où beaucoup de gens vivent avec peu de moyens.

Le sport lui donne des outils concrets pour s'engager dans des actions collectives. Zoé pratique le beach volley. Sensible à la place des femmes dans le milieu urbain, elle s'engage pour promouvoir plus d'équipes féminines. Elle défend la durabilité par le sport: le sport collectif permet des activités qui rassemblent, qui demandent peu de moyens et qui ne polluent pas. Elle travaille parfois comme monitrice et enseignante et est convaincue que le terrain de sport est un lieu rassembleur et riche de connaissances.

D'ailleurs, les défis de la mixité et du vivre-ensemble, Zoé les côtoie tous les jours, au 15^e étage de la tour de l'avenue de Longemalle où elle habite. Une mixité pas toujours facile à vivre, mais où prendre le temps de faire son devoir de citoyenne, d'échanger et de débattre – parfois le temps de 15 étages d'ascenseur – permet aussi d'apprendre à vivre ensemble.

Ce sont cet ensemble d'expériences qu'elle amènera comme nouvelle élue au Conseil communal de Renens.

SE BATTRE POUR LES SALAIRES MINIMAUX, LA DÉMOCRATIE ET LE FÉDÉRALISME!

Dans les cantons, le peuple a pris conscience de la nécessité d'instaurer des salaires minimaux pour réduire le nombre de travailleurs-euses pauvres, gagnant des salaires insuffisants pour subvenir à leurs besoins. Sans salaires minimaux, ces personnes à bas revenus, majoritairement des femmes, actives dans les secteurs des soins, de l'hôtellerie-restauration, de la coiffure, du commerce de détail et du nettoyage, peuvent gagner (même avec une convention collective de travail (CCT)!) un salaire inférieur au minimum vital et donc dépendre de l'aide sociale pour faire (sur)vivre leur famille.

Ainsi, ce sont les contribuables qui, par leurs impôts, subventionnent les patrons qui paient des salaires de misère! C'est pour mettre un terme à ce scandale que, après Genève et Neuchâtel le peuple vaudois a voté le 14 juin pour introduire le principe d'un salaire minimum dans sa Constitution (un oui net dans les et avec la manière dans les communes de l'Ouest

lausannois, plus de 60% à Renens et à Chavannes.

Mais, soucieux de ses profits, le patronat a mobilisé ses laquais UDC, PLR et Le Centre au parlement fédéral. La décision prise en juin par cette majorité, contre l'avis du Conseil fédéral et des gouvernements de 25 des 26 cantons suisses (!), vise à empêcher les cantons d'imposer aux patrons le respect de salaires minimaux en faisant désormais primer les CCT sur le droit cantonal.

La gauche et les syndicats ont lancé un référendum qu'il faut impérativement soutenir: pour la défense de la démocratie directe (les salaires minimaux cantonaux ont été instaurés par des décisions populaires) et du fédéralisme (les salaires minimaux sont un outil de la politique sociale, de compétence cantonale, et non fédérale)!

Le référendum court jusqu'à fin septembre. Signez-le en ligne!

www.salaires-minimums.ch

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, JE VOUS FAIS UNE LETTRE...



C'est ce qu'a fait une petite équipe de la Fourmi rouge à l'occasion du 1^{er} août de Renens, remettre officiellement en mains propres une lettre au président de la Confédération, le vaudois Guy Parmelin, invité d'honneur, par Liliane Hodel, conseillère communale.

Une lettre pour parler de Renens, de sa diversité due à l'immigration, et qui a contribué à la richesse de la Suisse, n'en déplaise à son parti l'UDC... Du Renens solidaire et intégrant, du Renens qui souhaite une Suisse sociale et pas une tour d'ivoire, une Suisse qui défend une neutralité courageuse et active, qui s'engage aussi pour réduire notre empreinte planétaire.

Cette intervention, comme celle d'un petit groupe de militants rappelant la situation en Palestine et le silence honteux de la Suisse, a permis de poser tranquillement dans un cadre festif et officiel, quelques valeurs politiques.

La lettre à Monsieur le président est à consulter sur le site www.popvaud.ch

LE MERCREDI SOIR, LA FOURMI À VOTRE SERVICE

Dès 19 heures, rue de l'Avenir 25
 (Entraide Familiale)

La permanence sociale est tenue par Verena Berseth depuis 19 ans. Elle permet de régler des problèmes sans toujours beaucoup d'importance mais qui génèrent beaucoup de soucis. Lire une lettre officielle, voir si il faut accompagner la personne à l'office des poursuites, au service des impôts ou dans d'autres administrations, afin de disposer de quatre oreilles qui écoutent attentivement, pour ensuite traduire et expliquer.

Comment comprendre qu'on doit produire plusieurs fois les mêmes documents ? Beaucoup de personnes ne savent pas que la rente AVS doit être demandée des mois à l'avance. Le questionnaire est long et il faut y répondre avec précision. Le questionnaire AI comporte plus de 10 pages, décourageant à première vue. Pour les déclarations d'impôts, trois à quatre camarades la rejoignent et partagent les incompréhensions, les soucis et même les injustices que subissent les gens.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO:

Silvio Torriani (ed.resp), Isabelle Aparicio-Mayoraz, Nicolas Freymond, Philippe Hertig, Liliane Hodel, Marianne Huguenin, Gilles Renevey, Suzanne Sisto-Zoller, Anaïs Timofte, Numa Vittoz, Joelle Zahnd, Yves Giroud (dessin), David Scarna (graphiste), Copypress (impression).
 LA FOURMI ROUGE: CP 88 – 1020 RENENS – IBAN: CH96 0900 0000 1000 1793 1